

**Département des Affaires économiques et  
sociales**  
Division de l'administration publique et de la  
gestion du développement

**Organisation internationale des Institutions  
supérieures de contrôle des finances publiques  
(INTOSAI)**

## ***Rapport du 23<sup>ème</sup> Symposium ONU/INTOSAI***

# **Programme de développement des Nations Unies pour l'après-2015 : le rôle des ISC et les moyens pour mettre en œuvre le développement durable**

*2 - 4 mars 2015, Vienne*



**Nations Unies  
New York, 2015**



**INTOSAI  
Vienne, 2015**

## DAES

Le Département des affaires économiques et sociales du Secrétariat des Nations Unies joue un rôle capital d'interface entre les politiques mondiales menées dans les sphères économiques, sociales et de l'environnement et l'action nationale. Le Département travaille dans trois secteurs interdépendants : (i) il compile, génère et analyse une vaste gamme de données et informations économiques, sociales et écologiques dans lesquelles les États Membres des Nations Unies peuvent puiser pour examiner des problèmes communs et étudier diverses options en matière de politique; (ii) il facilite les négociations des États Membres dans de nombreux organes intergouvernementaux sur les mesures communes à prendre pour trouver une solution aux problèmes mondiaux, ceux d'actualité et ceux en train d'apparaître; et (iii) il donne des conseils aux gouvernements que cela intéresse sur la façon de traduire les cadres de politiques mis au point dans les conférences et sommets des Nations Unies en programmes au niveau de pays. En outre, par le biais de l'assistance technique, il contribue à renforcer les capacités nationales.

## INTOSAI

L'Organisation Internationale des Institutions Supérieures de Contrôle des Finances Publiques (INTOSAI) est l'organisation parapluie du contrôle externe des finances publiques. Elle assure un cadre institutionnel depuis plus de 50 ans aux Institutions supérieures de contrôle des finances publiques (ISC), pour le transfert des connaissances et la multiplication des connaissances afin d'améliorer à l'échelle internationale le contrôle externe des finances publiques et accroître, par conséquent, la compétence professionnelle, l'image et l'influence des ISC dans les pays respectifs.

L'INTOSAI est une organisation autonome, indépendante et apolitique. Elle est une organisation non-gouvernementale avec statut spécial auprès de l'ECOSOC des Nations unies.

## Note

Les appellations employées dans la présente publication et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies aucune prise de position quant au statut juridique des pays, territoires, villes ou zones ou de leurs autorités, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites.

Les désignations « économies développées » et « économies en développement » sont employées à des fins statistiques et n'expriment pas nécessairement un jugement quant au niveau de développement de tel ou tel pays ou telle ou telle région.

Le terme « pays », ainsi qu'il a été utilisé dans le texte et dans les tableaux de la présente publication, désigne également, selon le cas, des territoires ou zones.

Le terme « dollar » fait normalement référence au dollar (\$) des États-Unis d'Amérique.

Les opinions exprimées sont celles des auteurs et ne sont en aucune manière l'expression d'une opinion quelconque de la part des Nations Unies.

## Table des matières

Synthèse .....	iii
Première partie : Introduction .....	1
Deuxième partie : Présentations.....	2
Troisième partie : Sous-thèmes.....	5
Sous-thème 1 : Attentes de la part des partenaires au développement vis-à-vis des ISC en ce qui concerne le développement durable.....	5
Sous-thème 2 : Conditions préalables pour les ISC afin de s'investir efficacement dans le Programme de développement pour l'après-2015.....	8
Sous-thème 3 : Les possibilités pour les ISC de s'engager de manière efficace dans le Programme de développement durable pour l'après-2015 et les expériences des ISC.....	10
Conclusions et recommandations .....	12
Annexe 1 : Évaluation.....	20
Annexe 2 : Exposés et présentations.....	22
Annexe 3 : Liste des participants .....	24



## Synthèse

Étant donné que les ressources publiques deviennent de plus en plus rares, les Institutions supérieures de contrôle des finances publiques (ISC) sont essentielles pour conserver le financement du développement durable. Dans le domaine de l'utilisation des ressources publiques, les ISC contribuent à la transparence et à la reddition des comptes en fournissant des informations cruciales sur la façon dont ces ressources sont utilisées et sur ses utilisateurs. En poursuivant cet objectif, les ISC ne contribuent non seulement au fonctionnement de l'État dans son ensemble, mais participent également à assurer un environnement durable pour nos enfants, qui leur permettra de prendre des décisions tout en échappant aux contraintes du passé.

Le Programme de développement des Nations Unies pour l'après-2015 et les objectifs de développement durable (ODD) visent à éradiquer la pauvreté et à assurer des sociétés pacifiques, inclusives et durables. Le Programme de développement pour l'après-2015 souligne l'importance d'assurer la transparence, l'efficacité et la reddition des comptes des institutions publiques comme conditions sine qua non du développement durable. À cette fin, tous les pays doivent s'assurer qu'ils ont des systèmes en place pour une gestion efficace et transparente des ressources publiques.

Dans ce contexte, le thème du 23<sup>ème</sup> Symposium ONU/INTOSAI intitulé « Le rôle des ISC et les moyens pour mettre en œuvre le développement durable dans le cadre du Programme de développement des Nations Unies pour l'après-2015 » est d'une importance essentielle. L'objectif du Symposium était de discuter et fournir des réponses aux questions suivantes sous forme de conclusions et de recommandations:

- Quelles attentes les différentes parties prenantes (telles les parlements, les citoyens, gouvernements, organisations d'aide au développement et les Nations Unies) ont-elles envers les ISC en ce qui concerne le développement durable ?
- Quelles sont les conditions qui doivent être mises en place pour que les ISC participent efficacement au soutien du développement durable ?
- Quelles possibilités et expériences concrètes les ISC ont-elles en ce qui concerne la participation efficace au Programme de développement pour l'après-2015 ?

Ce rapport résume les principales contributions et résultats des délibérations du 23<sup>ème</sup> Symposium ONU/INTOSAI. Le point culminant du Symposium a été l'adoption des conclusions et des recommandations par les participants. Ces conclusions fournissent des principes directeurs quant aux attentes, conditions préalables et possibilités pour les ISC de soutenir le développement durable et constituent, pour cette raison, un élément précieux pour les futures contributions des ISC dans le cadre du Programme de développement pour l'après-2015.



## Première partie : Introduction

Le 23<sup>ème</sup> Symposium ONU/INTOSAI, qui s'est déroulé au Centre international de Vienne, du 2 au 4 mars 2015, a été organisé par le Secrétariat général de l'INTOSAI en étroite collaboration avec le Département des affaires économiques et sociales des Nations Unies (ONU DAES). Le thème du Symposium était intitulé « Programme de développement des Nations Unies pour l'après-2015 : Le rôle des ISC et les moyens pour mettre en œuvre le développement durable ». L'objectif du Symposium était de spécifier la position des Institutions supérieures de contrôle (ISC) en ce qui concerne le développement durable comme élément principal du Programme de développement des Nations Unies pour l'après-2015, et d'inclure ladite position dans le processus ultérieur du Programme de développement des Nations Unies pour l'après-2015.

L'ISC d'Afrique du Sud a assuré la présidence technique du Symposium, qui comptait plus de 150 participants, y compris 50 présidents d'ISC de plus de 70 pays ainsi que des délégués d'institutions internationales ( ONU DAES, ONU OIOS, ECOSOC, NU CEPA, l'Union interparlementaire, la Banque mondiale, l'Agence autrichienne de développement (ADA) et la Société allemande de coopération internationale ). Le président de la République fédérale d'Autriche, Monsieur Heinz Fischer, a ouvert le Symposium en présence de représentants de haut niveau, entre autres, M. Wu Hongbo, Secrétaire général adjoint des Nations Unies pour les affaires économiques et sociales, Mme Carman L. Lapointe, Secrétaire générale adjointe du Bureau des services de contrôle interne, Son Excellence Monsieur l'Ambassadeur Martin Sajdik, Président de l'ECOSOC, Son Excellence Monsieur Michael Linhart, Secrétaire général du Ministère fédéral autrichien de l'Europe, de l'intégration et des affaires étrangères, et Madame Jennifer Thomson, Directrice de la gestion financière de la Banque mondiale.

La deuxième partie résume les présentations des représentants de haut rang de l'INTOSAI et des Nations Unies. Après l'introduction du Symposium, les orateurs désignés et les participants ont activement entamé une discussion sur le principe des trois sous-thèmes. Leurs délibérations sur les trois sous-thèmes sont reflétées dans la troisième partie, et les conclusions ainsi que les recommandations sont présentées dans la quatrième partie.

## Deuxième partie : Présentations

Le **Président de la République fédérale d'Autriche, Dr. Heinz Fischer**, a souhaité la bienvenue aux participants du Symposium. Il a reconnu et confirmé le rôle essentiel que jouent les ISC, ensemble avec les Nations Unies et d'autres ISC importantes, face aux défis et aux possibilités liés au Programme de développement des Nations Unies pour l'après-2015.

Le **Secrétaire général (SG) de l'INTOSAI, Dr. Josef Moser**, a souhaité la bienvenue à tous les délégués et a défini les attentes liées aux défis des cadres comptables du secteur public, et à la nécessité de présenter une perspective véridique et fidèle de la durabilité fiscale. Afin de répondre aux attentes, les ISC doivent être entièrement autonomes et indépendantes sur les plans financiers et organisationnels ainsi qu'indépendantes des entités contrôlées. Les ISC ont également besoin d'être dotées des capacités nécessaires requises afin de réaliser leur mission et leur travail. Les systèmes comptables nécessaires doivent être mis en place pour assurer une image véridique et fidèle de la situation financière de l'État.

Dr. Moser a expliqué que les ISC devaient surmonter certaines déficiences liées à l'indépendance, aux mandats d'audit et aux capacités ainsi qu'à la plausibilité des systèmes comptables publics afin de préserver efficacement le développement durable. À cette fin, il serait essentiel que les États s'associent à cet objectif dans le cadre du Programme de développement des Nations Unies pour l'après-2015, et incluent l'indépendance des ISC, le renforcement des capacités des ISC et l'amélioration des systèmes comptables publics comme principaux éléments.

De plus, le SG de l'INTOSAI a ajouté que les ISC pouvaient fournir une image véridique, fidèle et transparente de la situation financière de l'État en réalisant des missions de contrôle des états financiers basés sur des systèmes comptables publics appropriés. La comptabilité d'exercice, par exemple, permet d'avoir un tableau complet des finances publiques, représentant la perspective de liquidité, d'utilisation et de flux des ressources, actifs et passifs. Finalement, Dr. Moser a mis l'accent sur l'importance des évaluations par les pairs, qui ont joué un rôle primordial dans la promotion du renforcement des capacités des ISC.

**M. Wu Hongbo, Secrétaire général des Nations Unies pour les affaires économiques et sociales, ONU DAES**, a déclaré que le 23<sup>ème</sup> Symposium ONU/INTOSAI était très opportun et reflétait l'importance que les Nations Unies et l'INTOSAI placent dans le développement durable. Ce programme universel établi par tous les pays aspire, par le biais de ses 17 objectifs et 169 buts y afférents, à garantir une vie meilleure et digne pour tous. De plus, le Secrétaire général adjoint a attesté que les ISC devaient continuer à renforcer leurs méthodologies et capacités d'audit pour appuyer cette initiative globale. Il a rappelé les participants de l'importance essentielle que joue l'intégration, et a souligné

que les ISC ne pouvaient pas vivre dans « un silo » et allaient devoir allouer plus de ressources pour mener des audits de performance afin de conseiller sur l'efficacité, l'efficience et l'économie des politiques du gouvernement axées sur la mise en œuvre du Programme de développement durable pour l'après-2015. Il a signalé que les ISC de pays en développement allaient avoir besoin d'un appui accru pour l'indépendance et le renforcement des capacités. Finalement, il a souligné que le Symposium représentait une bonne opportunité pour diffuser des informations sur les mesures éventuelles qui visaient à améliorer les capacités des ISC, et ce pour appuyer le Programme de développement pour l'après-2015.

**Mme Carman Lapointe, Secrétaire générale adjointe des Nations Unies pour le Bureau des services du contrôle interne**, ONU BSCI, s'est concentrée sur les leçons tirées de l'évaluation des objectifs du Millénaire pour le développement (OMD). Des mécanismes de mesure n'ont, par exemple, pas été prévus lors de l'adoption des OMD, une erreur qui devrait être évitée pour l'adoption des ODD. De plus, certaines lacunes en matière de capacité n'avaient pas été répertoriées, et les cadres de suivi et d'évaluation évoluaient et variaient considérablement avec le temps, n'offrant que peu de possibilités pour une évaluation rigoureuse. Elle a mis l'accent sur le concept de « responsabilité mutuelle » comme mesure alternative pour aborder la reddition des comptes dans l'ère de l'après-2015 en vue d'éviter toute connotation négative du terme. La Secrétaire générale adjointe a apprécié le rôle d'intermédiaires honnêtes que jouent les ISC à évaluer les politiques du gouvernement sur le plan national, vu la capacité des ISC à comprendre les circonstances locales. Dans ce contexte, les audits de performance représentaient un outil efficace pour appuyer le suivi et l'évaluation des ODD, ce qui confirmait l'important potentiel du rôle que jouent les ISC. L'un des grands défis à relever par le Programme de développement durable pour l'après-2015 sera la fiabilité des données aux niveaux local, régional et global, ce qui représente une autre opportunité à valeur ajoutée pour les ISC, de même que, le cas échéant, formuler des recommandations pour les « changements en cours ». Pour conclure, elle a invité les ISC à coopérer avec le système des Nations Unies et ses services de contrôle interne afin de partager les méthodologies, identifier et relever les défis de l'adoption et de la mise en œuvre du Programme de développement pour l'après-2015 ensemble.

Le **Président de l'ECOSOC, Son Excellence Monsieur l'Ambassadeur Martin Sajdik**, a évoqué le caractère global des ODD et le besoin de la communauté internationale d'avoir des informations sur l'incidence des ODD. L'examen de la mise en œuvre des ODD devait être un processus à plusieurs niveaux, c'est-à-dire national, régional et global, créant des opportunités pour partager les expériences. Les ISC, en tant qu'instruments de suivi et d'examen, peuvent assurer la responsabilité publique et remplissent donc les conditions préalables pour mettre en œuvre les ODD. Alors que le rôle que jouent les ISC en ce qui concerne le Programme de développement pour

l'après-2015 n'est pas remis en question, les ISC vont devoir définir et comprendre les implications précises de ce rôle et mettre sur pied les capacités nécessaires pour le remplir.

M. **Zhang Tong**, **Inspecteur général adjoint** de l'**ISC de Chine** (CNAO), a présenté, en sa qualité de **Président** actuel de l'**INTOSAI**, quelques uns des projets majeurs menés par l'ISC de Chine en 2014, y compris l'audit en temps réel de la stabilité et salubrité du développement économique en Chine, l'audit de la gestion des finances publiques et de l'exécution budgétaire, ainsi que l'audit de la divulgation des risques dans l'économie et la société. De plus, M. Tong a partagé des informations avec les participants du Symposium sur les fonds publics clés et projets liés à l'existence des citoyens, dont la CNAO avait réalisé les contrôles, ainsi que sur l'audit des ressources et le contrôle de l'environnement. Il a également mentionné les audits de responsabilité menés par la CNAO et a expliqué que celle-ci avait récemment mis en place un nouveau département d'audit des données électroniques afin de relever le défi du grand volume de données dans l'ère de l'après-2015.

## Troisième partie : Sous-thèmes

### Sous-thème 1 : Attentes de la part des partenaires au développement vis-à-vis des ISC en ce qui concerne le développement durable

La première présentation du Sous-thème 1 était axée sur les attentes des parlements en ce qui concerne le rôle des ISC. La représentante de l'**Union interparlementaire (UIP)**, Mme **Norah Babic**, a expliqué que l'UIP plaiderait en faveur d'une relation de travail étroite entre les ISC et les organes législatifs.

Nous avons besoin de préparer un cadre juridique pour les parlements ainsi que les ISC afin d'appuyer les ODD, et d'élaborer des capacités des deux côtés pour pouvoir gérer les informations futures liées aux ODD. Les Commissions sectorielles et parlementaires pourraient également s'impliquer dans le traitement des informations sur la mise en œuvre des objectifs de développement, et il serait essentiel pour les comités législatifs d'améliorer leur capacité de gérer les rapports des ISC et leurs propres systèmes de suivi. Pour conclure, Mme Babic a reconnu le maillon critique qui existe entre le travail des ISC, les adoptions budgétaires et le contrôle. Finalement, elle a informé les participants que l'INTOSAI a pris le statut d'observateur au sein de l'UIP en raison de cette relation symbiotique entre les parlements et les ISC.

Dr. **Michael Linhart, Secrétaire général du Ministère fédéral autrichien des Affaires étrangères**, a rappelé les trois piliers (*social, économique et environnemental*) du Programme de développement pour l'après-2015 aux participants du Symposium, qui seront surveillés sur le plan politique par les gouvernements et les parlements. Toutefois, les organes de contrôle tels les ISC devront assumer une fonction d'audit en contrôlant et rapportant sur l'utilisation des fonds de développement par les gestionnaires du secteur public – en particulier en ce qui concerne l'efficacité, l'économie et l'efficience (si les objectifs ont été atteints pour lesquels des fonds ont été fournis) des politiques gouvernementales par le biais d'indicateurs clairs et mesurables.

Afin de matérialiser ces attentes, le Secrétaire général a indiqué que les ISC devaient être en mesure de contrôler tous les domaines pertinents de l'administration publique nationale et rendre leurs résultats disponibles au public. Toutefois, pas toutes les ISC n'ont le mandat requis pour remplir un rôle aussi important. C'est la raison pour laquelle les acteurs internationaux devraient examiner comment l'indépendance des ISC pourrait être améliorée et leurs capacités renforcées davantage.

Mme **Margaret Saner, Présidente du Comité d'experts de l'administration publique des Nations Unies**, a rappelé les participants du Symposium de ne pas sous-estimer les changements requis par le Programme de développement pour l'après-2015, y compris le développement des capacités à tous les niveaux du gouvernement. Un autre

grand défi sera de traduire les objectifs internationaux en objectifs nationaux et locaux pour lesquels des politiques ont été élaborées. Ce processus de localiser les objectifs de développement engendrera des risques et défis de gouvernance, et le leadership pourrait représenter un facteur de succès clé pour répondre à ces enjeux. Elle a appelé les ISC à évaluer les ODD sans créer un sentiment de réticence à prendre des risques chez les personnes, ce qui pourrait entraîner un refus de la part des fonctionnaires publics à innover de nouvelles approches. En outre, elle a souligné qu'une gouvernance efficace impliquait un réseau complexe d'acteurs, y compris les fonctionnaires publics, et les ISC peuvent être les défenseurs de normes et codes de déontologie élevés, de connaissances et compétences profondes. De plus, elle a mentionné l'aptitude des ISC à travailler en coopération, ce qui pourrait aider à reconstruire la confiance des citoyens dans les institutions gouvernementales.

Du point de vue des partenaires au développement, Mme **Jennifer Thompson, Directrice de la gestion financière de la Banque mondiale**, a indiqué que les ISC étaient essentielles pour la gestion efficace et responsable des ressources publiques. Étant donné que plus d'un milliard de personnes vivait dans la pauvreté extrême, les ressources devaient être maximisées. La coopération entre les partenaires au développement et l'INTOSAI fonctionnait bien, entraînant plus d'aide des bailleurs de fonds. Un fonds d'affectation spéciale multidonateur a été mis en place afin d'appuyer les ISC de manière durable. Mme Thompson a salué la finalisation du cadre de mesure de la performance des ISC, et a souligné l'importance d'une plus grande coopération entre les ISC et de l'apprentissage continu pour les ISC à devenir des modèles d'intégrité, d'efficacité, de responsabilité et de transparence dans leurs propres opérations. Elle escomptait que les ISC allaient poursuivre leurs audits de qualité approfondis des fonds publics et prestations de services, y compris les fonds de développement, même s'ils étaient hors budget, et fournir des rapports opportuns et accessibles aux citoyens.

Au nom de l'**Agence autrichienne de développement**, M. **Robert Zeiner** a souligné l'importance de soutenir le développement bilatéral afin de garantir le succès du Programme de développement pour l'après-2015. Dans ce contexte, les ISC jouent un rôle crucial qui est de fournir des informations ouvertes, exhaustives et prospectives sur les ressources fournies disponibles au public par le biais de la coopération au développement. De plus, le rôle crucial des ISC à promouvoir l'efficacité, la responsabilité, l'efficacité et la transparence de l'administration publique serait favorable à la réalisation des objectifs de développement sur les plans national et international.

Les partenaires au développement soutiennent résolument le rôle des ISC en ce qui concerne la lutte contre la corruption et l'amélioration des systèmes de gestion des finances publiques afin d'assurer une prestation de services efficace aux citoyens et de créer un environnement fiable pour les investissements.

**M. Einar Gørrissen, Directeur général de l'Initiative de développement de l'INTOSAI** a évoqué les défis et opportunités du renforcement des capacités des ISC. Il a souligné plusieurs facteurs essentiels pour le développement futur des capacités des ISC, y compris :

- la reconnaissance accrue du rôle à valeur ajoutée des ISC, et le soutien du renforcement des capacités des ISC,
- l'importance de soutenir le renforcement des capacités durable et basé sur les besoins,
- l'importance du leadership des ISC,
- l'importance des normes ISSAI comme plateforme du renforcement des capacités des ISC,
- l'importance des ISC qui font preuve de *pertinence et en donnant l'exemple* comme institutions modèles, et
- les opportunités offertes par les nouvelles technologies.

**M. Amitabh Mukhopadhyay**, en qualité de représentant des citoyens, a appelé les ISC à reconnaître la position vulnérable et faible des citoyens, et a demandé d'avoir des institutions fortes telles les ISC afin d'appuyer les citoyens à responsabiliser les gouvernements. Il existe des sujets qui affectent directement les citoyens et où les ISC jouent un rôle particulier, tels la dette publique et d'autres engagements qui auraient une incidence sur l'avenir de nos enfants. Les citoyens demandent également l'aide des ISC pour lutter contre la corruption ; pour agir en tant que contrôleurs des partenariats public-privé et renforcer la responsabilité de tels instruments ; pour poursuivre les audits de performance dans le secteur de la santé et d'autres secteurs qui affectent le quotidien des citoyens, et pour contrôler le processus de réglementation et la discrétion des gouvernements en ce qui concerne l'utilisation de ressources vitales telles la terre, l'eau et les combustibles fossiles.

M. Mukhopadhyay a également mis l'accent sur la responsabilité spéciale des ISC à informer les citoyens sur la durabilité à long terme des finances publiques. Les ISC sont mises au défi de répondre aux attentes créées par la norme ISSAI 12 intitulée *La valeur et les avantages des institutions supérieures de contrôle des finances publiques – faire une différence dans la vie des citoyens*, les ISC doivent faire preuve de leur pertinence non seulement vis-à-vis des parlements mais aussi des citoyens. De plus, il a ajouté que les citoyens s'attendaient à ce que les ISC fassent davantage d'efforts pour remplir leur rôle de contrôle.

## **Sous-thème 2 : Conditions préalables pour les ISC afin de s'investir efficacement dans le Programme de développement pour l'après-2015**

Le deuxième jour du Symposium était axé sur les **conditions préalables pour les ISC afin de s'investir efficacement dans le Programme de développement pour l'après-2015**. La représentante de l'ISC du Mexique, Mme **Marisela Márquez-Uribe**, a expliqué que la contribution des ISC au développement durable se concentrait sur les audits de politiques, soulignant le besoin des ISC à appliquer des méthodes rigoureuses pour évaluer les résultats des politiques publiques, renforcer la responsabilité non seulement en termes de probité des dépenses publiques, mais aussi en termes de résultats atteints avec des fonds publics ( audits basés sur les résultats ). Tandis que les ISC pouvaient fournir une voix indépendante nécessaire pour une motivation objective et claire en vue d'atteindre les politiques publiques, il est essentiel que les gouvernements donnent suite et répondent aux recommandations des ISC qui identifient les défis et risques pour le développement durable.

M. **Kimi Makwetu, Inspecteur général d'Afrique du Sud**, a examiné le besoin d'améliorer la capacité des ISC au niveau institutionnel / organisationnel et au niveau des experts individuels de l'audit. Il a souligné que les disciplines traditionnelles d'audit fournissaient la base pour le rôle à valeur ajoutée des ISC, mais a également relaté que les ISC devaient répondre à leur nouvel environnement et, en particulier, aux changements liés au Programme de développement durable pour l'après-2015 tels l'introduction des principaux indicateurs clés et la quantité croissante de rapports rédigés par les gouvernements sur leur performance et le progrès en vue de réaliser les ODD.

Le Président de l'ISC du Brésil, M. le **Ministre Aroldo Cedraz de Oliveira**, a identifié la solvabilité de la dette publique comme facteur principal qui détermine la durabilité financière publique, et a souligné que la transparence et la fiabilité étaient des facteurs essentiels à la durabilité fiscale. Les ISC jouent un rôle important lorsqu'il s'agit de fournir des avertissements de risques liés à la durabilité fiscale. De plus, les ISC doivent surveiller l'intégrité et la qualité du système du secteur public par le biais de plusieurs approches d'audit, appuyées par l'analyse de données et intégrant différentes approches d'audit. L'ISC du Brésil a également partagé des informations avec les participants sur des initiatives réalisées par les ISC ( *Tribunal de Contas da União* ou TCU selon la dénomination brésilienne ) afin de renforcer la gouvernance du secteur public, y compris la définition des cibles fiscales, de la gestion des dettes publiques, de la gestion de la performance budgétaire et de la performance de récupération des crédits.

**Le Président de l'ISC des É.A.U., Dr. Harib Saeed Al Amimi**, a plaidé pour un « cadre d'information financière pour la durabilité financière, et des comptables ainsi que des commissaires aux comptes qualifiés du secteur public pour remplir les responsabilités liées à la comptabilité, à l'audit et à l'information. » Ceci aiderait à avoir une image

complète des finances publiques, y compris des dispositions et valeurs actuelles des principaux actifs ainsi que des prestations de retraite futures et autres engagements sociaux. De plus, le coût pour remplacer et mettre à jour l'infrastructure actuelle et toute autre disposition prévue pour le futur serait également inclus dans cette image. Il a appelé les parties prenantes à être conscientes que les ISC opéraient avec des ressources limitées et sont sollicitées à faire davantage avec les mêmes ressources. De plus, il a rappelé les participants du Symposium de l'importance d'avoir des cadres d'information financière acceptables en vigueur que les ISC devraient continuellement revendiquer, de même que des cadres compétents en matière de comptabilité et du personnel d'audit capable.

**Dr. Gerhard Steger** de l'**ISC d'Autriche** a mis en avant que les citoyens devaient rester informés sur la gestion des fonds publics. L'image véridique et fidèle des comptes publics est un instrument essentiel pour informer les citoyens de la situation financière de l'État puisqu'elle a une incidence sur leur avenir. L'amélioration des systèmes comptables est essentielle et doit être accompagnée de bons instruments tels que le tableau des flux de trésorerie, le bilan et le compte de résultat. Depuis son introduction en Autriche, la comptabilité d'exercice a sensiblement amélioré la valeur de ses états financiers, y compris la communication des principaux risques de la durabilité fiscale. Étant donné que les ISC pourraient et devraient contribuer aux réformes comptables du gouvernement, ainsi que les appuyer, il a fait appel à la Sous-commission chargée de la comptabilité et de l'information de l'INTOSAI pour que celle-ci poursuive et intensifie son travail efficace dans le domaine.

Mme **Heidi L. Mendoza** de l'**ISC des Philippines** a expliqué la participation citoyenne dans les audits comme étant un mélange de mécanismes de responsabilité formels et informels. Les éléments importants desquels il faut tenir compte comprennent la méfiance des citoyens dans le gouvernement, le besoin de former les citoyens au processus d'audit, et le besoin de définir un programme partagé pour faciliter la participation constructive des citoyens. L'ISC des Philippines a élaboré une approche très structurée pour faire participer les citoyens et la société civile dans les audits participatifs, ce qui a rendu la gestion des risques potentiels plus facile. Mme Mendoza a conclu que l'ISC des Philippines était confiante de fournir plus de valeur à ses parties prenantes, en particulier les citoyens, en ayant recours à une telle approche participative.

### **Sous-thème 3 : Les possibilités pour les ISC de s’engager de manière efficace dans le Programme de développement durable pour l’après-2015 et les expériences des ISC**

M. **Tomaž Vesel, Président de l’ISC de Slovénie**, a expliqué que placer le développement durable au cœur des ISC modifiait sensiblement la notion de surveillance des ressources publiques. Les gouvernements et la société ont mis un moment pour s’adapter à l’idée que, au-delà des questions de probité, les ISC pouvaient aussi contrôler les questions liées à la « valeur de la monnaie ». Afin de préserver l’objectivité et assurer la crédibilité, les ISC ne remettaient pas ouvertement en question les politiques adoptées par les gouvernements, mais se limitaient plutôt elles-mêmes à évaluer la mise en œuvre de ces politiques et les conséquences de leur application (ou le manque de celle-ci). L’expérience montre qu’améliorer l’efficacité, l’efficience et la performance globale du secteur public nécessite des examens et un suivi importants supplémentaires.

Mme **Roberta Kokui Bibiana Quarshie** a présenté les expériences de l’ISC du **Ghana** en ce qui concerne les questions d’audit liées aux objectifs de développement, y compris les audits suivants :

- Approvisionnement en eau dans les communautés rurales – les résultats d’audit ont amené la Banque mondiale à apporter de l’assistance pour compléter les projets qui avaient été interrompus ;
- Protection de l’écosystème – cet audit a entraîné une intervention parlementaire ;
- Augmenter la production alimentaire, ce qui a aidé les partenaires au développement et décideurs à prendre de meilleures décisions ; l’audit a identifié le besoin de renforcer l’Agence de protection environnementale pour qu’elle puisse réaliser une évaluation exhaustive sur l’incidence environnementale ;
- L’effet des activités minières sur les communautés locales ;
- Préservation de la forêt ; et
- Infrastructure physique, ce qui a augmenté les centres de marchés et a conduit à l’établissement de postes de santé et d’écoles primaires.

Ces exemples du Ghana ont clairement illustré la précieuse contribution que les ISC peuvent apporter pour appuyer la mise en œuvre du Programme de développement pour l’après-2015.

Finalement, le représentant de l'ISC du Royaume Uni, M. Peter Gray, a expliqué dans quelle mesure les audits de performance peuvent appuyer le développement et la croissance économiques. De tels audits de performance pourraient être axés sur l'amélioration de l'infrastructure nationale ou augmenter les compétences de la population, et ils pourraient informer et conseiller sur des régimes réglementaires plus efficaces afin de permettre des environnements d'investissement plus stables. Il a mis l'accent sur le lien entre l'audit externe des états financiers et la croissance économique, en particulier en ce qui concerne les dettes laissées à nos enfants qu'ils devront régler. Ceci démontre l'importance des ISC à promouvoir l'efficacité, la responsabilité et la transparence de l'administration publique et la participation des ISC à atteindre les objectifs de développement à l'échelle nationale et internationale dans le contexte du Programme de développement pour l'après-2015.

## Conclusions et recommandations

### Considérations

- A. **Rappelant** le mandat du XXI<sup>e</sup> INCOSAI qui est d'encourager l'INTOSAI à jouer un rôle actif dans le Programme de développement pour l'après-2015 ;
- B. **Réitérant** les résultats et recommandations très fructueuses du 22<sup>ème</sup> Symposium ONU/INTOSAI de 2013 intitulé « Risques et opportunités ainsi que possibilités de participation des citoyens » ;
- C. **Se félicitant** des résolutions du Conseil économique et social (ECOSOC) de 2011 et 2014, reconnaissant le rôle indispensable des Institutions supérieures de contrôle des finances publiques (ISC) et du renforcement des capacités y afférent, qui tient les gouvernements responsables de l'utilisation des ressources et de leur performance à atteindre les objectifs de développement, et appelant les États membres à tenir dûment compte de l'importance de l'indépendance des ISC dans l'élaboration du Programme de développement pour l'après-2015 ;
- D. **Reconnaissant** la vue du Comité des experts en matière d'Administration publique des Nations Unies (UN CEPA) à appeler les États membres à tenir dûment compte de l'intégration de l'indépendance des ISC lors de l'élaboration du Programme de développement pour l'après-2015 ;
- E. **Rappelant** la Résolution A/66/209 intitulée *Rendre l'administration publique efficace, plus respectueuse du principe de responsabilité et plus transparente en renforçant les Institutions supérieures de contrôle des finances publiques* et la Résolution A/69/228 intitulée *Promouvoir et favoriser l'efficacité, le respect du principe de responsabilité, l'efficacité et la transparence dans les administrations publiques en renforçant les institutions supérieures de contrôle des finances publiques*, adoptées par l'Assemblée générale des Nations Unies, dans lesquelles la communauté internationale
  - a. reconnaît que les Institutions supérieures de contrôle des finances publiques ne peuvent remplir leur mandat de manière objective et efficace que si elles sont indépendantes de l'entité contrôlée et à l'abri d'influences extérieures ;
  - b. reconnaît que les Institutions supérieures de contrôle jouent un rôle essentiel pour promouvoir une administration publique efficace, responsable et transparente, qui détermine la mise en œuvre des objectifs et des priorités de développement à l'échelle nationale ainsi que des objectifs de développement arrêtés au plan international, en particulier des objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) des Nations Unies ;

- c. prend note avec satisfaction de la *Déclaration de Lima de 1977 sur les lignes directrices du contrôle des finances publiques* et de la *Déclaration de Mexico de 2007 sur l'indépendance des institutions supérieures de contrôle des finances publiques*, et encourage les États Membres à appliquer les principes établis dans ces déclarations, en les adoptant à leur structure institutionnelle nationale ;
  - d. encourage les États membres à tenir dûment compte de l'indépendance et du renforcement des capacités des ISC en cohérence avec leurs structures institutionnelles nationales, ainsi qu'à améliorer les systèmes de comptabilité publique conformément aux plans nationaux de développement dans le contexte du Programme de développement pour l'après-2015 ;
- F. Se félicitant** du rapport de synthèse du Secrétaire général des Nations Unies, qui souligne la nécessité de renforcer les mécanismes nationaux de surveillance comme les ISC et les fonctions de contrôle par la législation, ainsi que le rôle essentiel que jouent le contrôle, l'évaluation et l'information dans la mise en œuvre des objectifs de développement durable (ODD)<sup>1</sup> et **prenant note** que les lacunes de la gouvernance nationale ont été identifiées comme l'un des risques mondiaux importants par le Forum économique mondial ;
- G. S'appuyant sur** la proposition du Groupe de travail ouvert sur les objectifs de développement durable, adoptée en juillet 2014, qui comprend le développement d'institutions efficaces, responsables et transparentes sur tous les plans et l'amélioration du soutien international pour appliquer le renforcement des capacités efficace et ciblé dans les pays en développement en vue de soutenir les plans nationaux qui visent à mettre en œuvre tous les objectifs de développement durable, y compris par le biais de la coopération Nord-Sud, Sud-Sud et la coopération triangulaire<sup>2</sup>;

---

<sup>1</sup>Nations Unies ( A/69/700 : 4 décembre 2014 ), *La dignité pour tous d'ici à 2030 : éliminer la pauvreté, transformer nos vies et protéger la planète : rapport de synthèse du Secrétaire général sur le programme de développement durable pour l'après-2015*, paragraphe 92 et paragraphes 145-150.

<sup>2</sup>Nations Unies ( A/68/970 : 12 août 2014 ), rapport du Groupe de travail ouvert de l'Assemblée générale sur les objectifs de développement durable.

- H. Rappelant** les conclusions de l'Équipe spéciale du Système des Nations Unies sur le programme de développement des Nations Unies pour l'après-2015<sup>3</sup> et la 13<sup>ème</sup> session du Comité d'experts de l'administration publique des Nations Unies, y compris le document d'information intitulé *Renforcer les capacités nationales et locales en matière de gestion du développement durable*<sup>4</sup>, qui identifie les domaines susceptibles d'amélioration suivants :
- a. la gouvernance et les capacités dans l'administration publique,
  - b. la transparence,
  - c. la responsabilité,
  - d. l'appropriation.
- I. Reconnaissant** et appuyant l'excellent travail réalisé par l'INTOSAI, qui publie des normes et guides pour les audits financiers, des audits de conformité et de performance, ensemble avec d'autres produits de l'INTOSAI;
- J. Prenant note** que la profession comptable internationale du secteur public est en cours de publier des lignes directrices sur l'établissement des rapports relatifs à l'information de la performance du service, basées sur le principe que le périmètre de l'information financière est plus complet que les états financiers et comprend des services publics tels la collecte d'impôts et autre revenus, la mise en place de politiques, règlements ou de la législation pour atteindre les objectifs de politique publique, et de manière plus importante les services publics fournis directement ou indirectement aux citoyens ou institutions qui sont essentiels pour réaliser le Programme de développement pour l'après-2015;
- K. Reconnaissant** les apports et les idées partagés par tous les participants du Symposium, en particulier ceux qui représentent d'importantes parties prenantes comme:
- les citoyens
  - les parlements
  - les gouvernements
  - les bailleurs de fonds et les partenaires au développement;
- L. Les participants du Symposium adoptent les **conclusions et les recommandations** suivantes :**

---

<sup>3</sup>[http://www.un.org/millenniumgoals/pdf/Post\\_2015\\_UNTTreport.pdf](http://www.un.org/millenniumgoals/pdf/Post_2015_UNTTreport.pdf)

<sup>4</sup>[http://www.un.org/ga/search/view\\_doc.asp?symbol=E/C.16/2014/2](http://www.un.org/ga/search/view_doc.asp?symbol=E/C.16/2014/2)

## Conclusions et recommandations

Les participants du Symposium ont travaillé activement sur la question du rôle que jouent les ISC dans le Programme de développement des Nations Unies pour l'après-2015 et sur les moyens pour le mettre en œuvre. De façon détaillée, ils se sont consacrés aux points suivants :

- Les attentes des partenaires au développement et des citoyens vis-à-vis des ISC en ce qui concerne le développement durable ;
- Les conditions préalables pour les ISC afin de pouvoir s'engager efficacement dans le Programme de développement pour l'après-2015, et remplir les attentes quant au contrôle et à l'évaluation des ODD exprimées surtout par les États membres dans la résolution A/69/228 ;
- Les expériences des ISC et les possibilités pour les ISC à s'engager de manière efficace dans le Programme de développement pour l'après-2015.

A la suite des discussions intensives, les participants du Symposium

1. **Soulignent** l'importance des attentes nombreuses et diverses suivantes des partenaires au développement vis-à-vis des ISC et de l'INTOSAI :
  - a. **Les citoyens** perçoivent les ISC comme institutions crédibles et assistent les ISC à fournir des informations précieuses sur la prestation de services, aidant ainsi les ISC à informer en rédigeant des rapports faciles à lire et accessibles, et à fournir des informations pertinentes ainsi que des résultats indépendants sur l'efficacité, la reddition des comptes et la transparence de l'administration publique ainsi qu'une image fidèle de la situation financière de l'État ;
  - b. **Les parlements ( organes législatifs )** s'attendent à recevoir des informations indépendantes, objectives et fiables sur l'efficacité de la perception des recettes et sur l'utilisation économique, efficiente et efficace des fonds publics, eu égard en particulier aux objectifs de développement durable, y compris avec un suivi pro-actif des ODD ;
  - c. **Les gouvernements** attendent des ISC qu'elles fassent rapport de façon équitable, qu'elles abordent les objectifs de développement durable dans le cadre de leurs missions de contrôle et qu'elles publient des recommandations fortes sur la mise en œuvre efficace et efficiente des objectifs de développement durable ;
  - d. **Les Nations Unies** attendent de l'INTOSAI et des ISC nationales qu'elles développent les normes et capacités nécessaires afin de pouvoir contribuer à la mise en œuvre et à l'obtention des objectifs du développement durable, par exemple par le biais de mécanismes de surveillance et de contrôle ;

- e. **Les partenaires au développement** attendent de toutes les ISC qu'elles soient fortes, indépendantes et, pour cette raison, efficaces afin de pouvoir contribuer de manière significative à renforcer la transparence et la responsabilité, ce qui résulterait à avoir des données de qualité élevées et une utilisation plus efficace, efficiente et économique de leurs fonds d'aide au développement ;
2. **Soulignent** l'importance de l'Assemblée générale des NU à continuer à encourager toutes les institutions des Nations Unies, les États membres et l'INTOSAI à poursuivre et intensifier leur coopération afin de promouvoir la bonne gouvernance sur tous les plans, et à appuyer en particulier l'indépendance des ISC afin de garantir leur efficacité ;
3. **Saluent** l'encouragement des États membres de la Résolution de l'Assemblée générale des Nations Unies à tenir dûment compte de l'indépendance et du renforcement des capacités des ISC ainsi qu'à améliorer les systèmes de comptabilité publique dans le contexte du Programme de développement pour l'après-2015;
4. **Considèrent qu'il est nécessaire** de saisir chaque possibilité pour recommander l'amélioration des systèmes de comptabilité publique et l'information transparente d'une image véridique, complète, pertinente et fidèle des finances publiques dans le Programme de développement pour l'après-2015 ( y compris la transition vers les systèmes de comptabilité d'exercice, selon le cas ), et, **en outre, pour plaider en faveur de** l'inclusion des conditions préalables suivantes en vue de renforcer les ISC :
- améliorer la disponibilité et la qualité des données gouvernementales utilisées pour les audits,
  - l'indépendance des ISC par rapport aux huit piliers de l'INTOSAI pour l'indépendance des ISC,
  - le renforcement des capacités des ISC, y compris la capacité de réaliser des audits de performance, et l'utilisation intensive des analyses de données ;
5. **Encouragent** les ISC, en appuyant la mise en œuvre de la Résolution A/69/228 de l'Assemblée générale des Nations Unies, du 19 décembre 2014, à aborder les décideurs dans leurs États respectifs pour mettre en œuvre ces principes clés stipulés dans les résolutions ;
6. **Soulignent** l'importance de la mesure de la performance des ISC et des évaluations par les pairs couvrant leur capacité institutionnelle et indépendance ;

7. **Encouragent** l'INTOSAI à assurer que leurs objectifs d'établissement de normes, de partage des connaissances et autres initiatives soient coordonnés de manière efficace afin d'appuyer les capacités professionnelles fondamentales des ISC, y compris leur aptitude à contrôler les objectifs nationaux de développement durable et ODD connexes ;
8. **Considèrent qu'il est nécessaire** de promouvoir et d'appuyer l'amélioration des principes et mécanismes de la comptabilité publique, créant ainsi les conditions préalables pour une image plus précise et pertinente de la viabilité financière, y compris les perspectives sur la liquidité, les ressources et les actifs dans le cadre de la Sous-commission comptabilité publique et reddition des comptes de l'INTOSAI, en consultation avec le Groupe de travail chargé d'une modernisation financière de la réforme de réglementation et autres initiatives pertinentes de l'INTOSAI ;
9. **Recommandent** que les ISC – en plus des mandats sur les audits de conformité et audits financiers – devraient être dotées d'un mandat, des ressources nécessaires et des capacités pour :
  - a. réaliser des audits de performance afin de renforcer le rôle de valeur ajoutée des ISC de manière générale, et, en particulier, en ce qui concerne les domaines couverts par les futurs ODD en vue de contribuer efficacement à la mise en œuvre des ODD, et
  - b. aborder d'autres aspects pertinents aux questions de gouvernance nationale et de développement durable comme les buts, les objectifs, et les principaux indicateurs nationaux mesurables et clairs ainsi que la gestion environnementale,permettant ainsi aux ISC de fournir des indications précieuses organes législatifs / aux parlements, gouvernements et aux citoyens sur des questions de probité et de transparence, mais aussi sur les résultats des politiques relatives aux ODD et de gouvernance nationale ;
10. **Soulignent** la nécessité pour l'INTOSAI et pour le leadership des ISC de prendre des mesures décisives afin de mettre en place les capacités nécessaires tant pour les commissaires aux comptes institutionnels qu'individuels en vue de réaliser des missions de contrôle de la mise en œuvre des ODD ; en conséquence, **prennent note** du travail important en cours réalisé par le Groupe de travail sur la certification des commissaires aux comptes de l'INTOSAI, et **mettent l'accent**, en outre, **sur** le rôle essentiel du développement durable des capacités basées sur les besoins comme le préconise l'objectif stratégique de l'INTOSAI pour le renforcement des capacités, et avec le soutien de la mise en œuvre pour tous les organes de l'INTOSAI par l'Initiative de développement de l'INTOSAI ;

11. **Soulignent** l'encouragement de la Résolution de l'Assemblée générale des Nations Unies à soutenir le rôle important des ISC qui est de promouvoir l'efficacité, la responsabilité et l'efficacité ainsi que les principes de transparence et de responsabilité de l'administration publique, ce qui contribue à atteindre les objectifs de développement arrêtés au plan international ;
12. **Soulignent** que les ISC jouent un rôle important à promouvoir la bonne gouvernance sur tous les plans en mettant l'accent sur l'efficacité, l'efficacité, l'économie, la transparence et la responsabilité ;
13. **Soulignent** que les ISC peuvent contribuer de manière efficace à la mise en œuvre du Programme de développement pour l'après-2015 en faisant partie intégrante des mécanismes de surveillance indépendants ;
14. **Encouragent** l'INTOSAI à refléter le rôle important des ISC dans son prochain Plan stratégique en contrôlant la mise en œuvre des ODD ;
15. **Proposent** que la communauté de l'INTOSAI puisse contribuer à ce processus en
  - i) exploitant les résultats des audits sur les OMD et puisant dans les leçons apprises en vue de fournir des recommandations pratiques pour établir et faire fonctionner les nouveaux systèmes de contrôle et d'évaluation des ODD ;
  - ii) concevant une approche appropriée pour l'audit des références de base nationales et données subséquentes de surveillance des ODD, à être appliquées de manière consistante par toutes les ISC, dépendant de leurs mandats respectifs ;
  - iii) considérant la préparation d'un résumé annuel de l'INTOSAI des résultats d'audit sur les systèmes de surveillance des ODD et la fiabilité des résultats qu'ils fournissent ( y compris l'identification de toute lacune ), diffusant des recommandations pour améliorer le processus de surveillance et fournissant toute observation appropriée sur le processus plus large des ODD et le progrès dans l'obtention des objectifs ;
16. **Reconnaissent** qu'un défi clé pour le succès des ODD est la mise en place de références et dispositions d'une information de surveillance régulière sur le progrès réalisé vers les cibles connexes. Une surveillance efficace permettra au succès d'être mesuré et communiqué et identifiera aussi les insuffisances du progrès et les efforts supplémentaires qui seront nécessaires. Une surveillance efficace exige des systèmes appropriés qui suivent une approche de mesure commune appliquée de manière constante et fiable ;
17. **Recommandent** à l'INTOSAI et à ses Groupes de travail régionaux d'explorer les possibilités pour partager des connaissances sur les approches visant le contrôle et l'évaluation des capacités clés de la gouvernance nationale, qui sont essentielles pour atteindre les ODD et les objectifs nationaux de développement connexes,

comme les systèmes statistiques nationaux et analyses de données, la gestion des finances publiques, y compris les systèmes nationaux de comptabilité publique fiables (qui peuvent inclure la comptabilité d'exercice), et le rôle du gouvernement ;

18. **Recommandent** des audits conjoints ou de coopération en mettant l'accent sur la comparaison des apports pour élaborer des politiques en vue d'appuyer l'amélioration des indicateurs nationaux de développement et de renforcer la capacité des ISC à contrôler les ODD ;
19. **Encouragent** les ISC à s'engager avec les citoyens, là où ils s'avèrent utiles et appropriés, afin d'améliorer l'incidence des audits ; **qui est nécessaire et importante en vue d'approfondir l'audit** ;
20. **Encouragent** l'INTOSAI et les ISC membres à tenir compte du travail d'autres institutions de surveillance sur le plan international et national pour contrôler et examiner la mise en œuvre du Programme de développement pour l'après-2015 ;
21. **Recommandent** à l'INTOSAI de travailler avec les ISC et les Groupes de travail régionaux de l'INTOSAI afin d'harmoniser et aligner au mieux leurs chartes et, selon le cas, les efforts des ISC et les efforts de contrôle et d'évaluation nationaux, régionaux, mondiaux et thématiques avec ceux recommandés par le Secrétaire général dans *La dignité pour tous d'ici à 2030 : éliminer la pauvreté, transformer nos vies et protéger la planète : rapport de synthèse du Secrétaire général sur le programme de développement durable pour l'après-2015* (A/69/700).

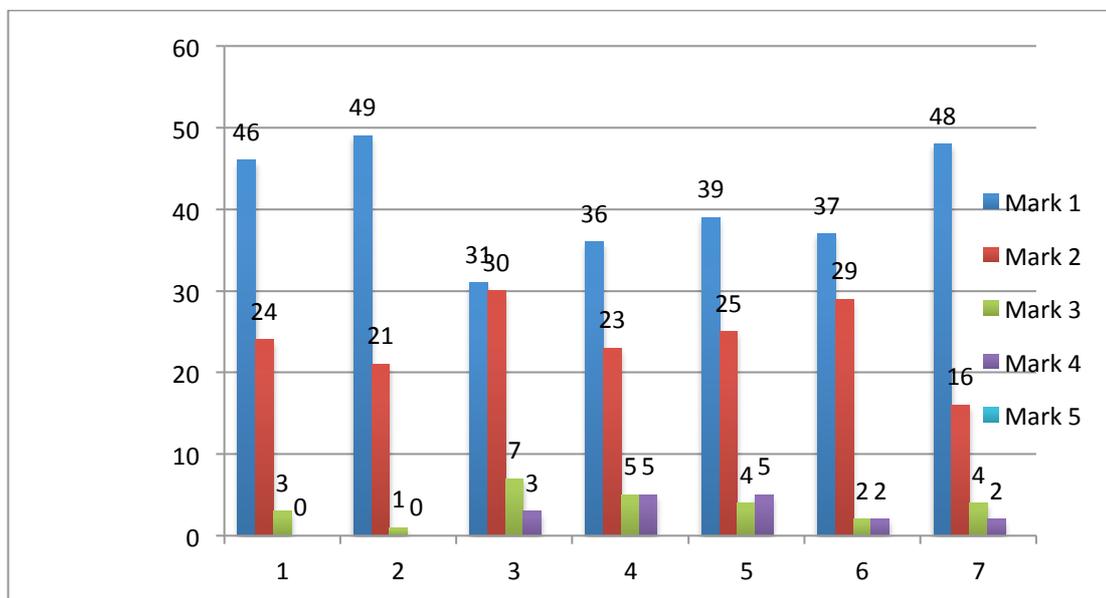
## Annexe 1 : Évaluation

Les participants du Symposium ont été invités à compléter un questionnaire d'évaluation, qui contenait sept questions notées sur une échelle de 1 à 5 (1 étant la meilleure note et 5 la plus mauvaise). Les sept questions posées ont été les suivantes :

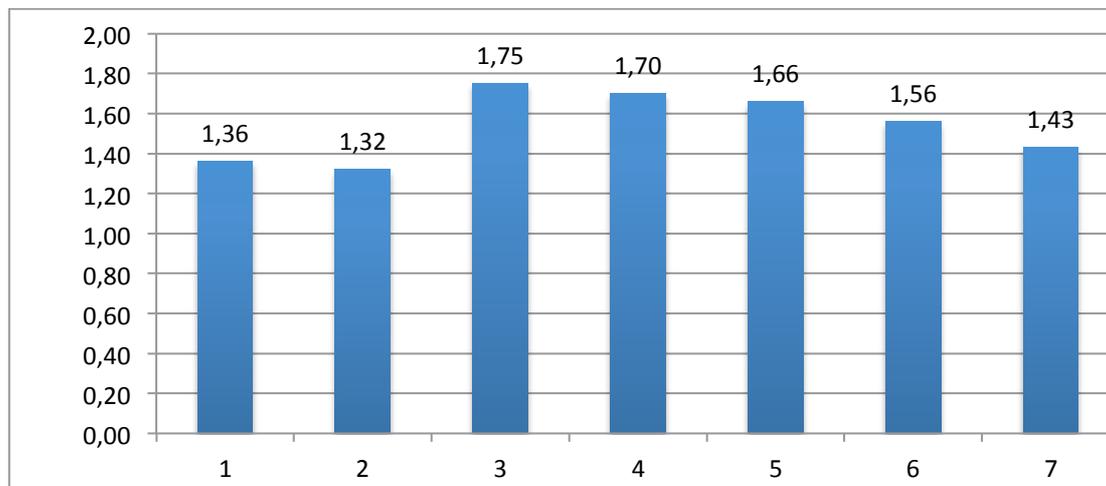
1. Que pensez-vous du Symposium de manière générale ?
2. Le sujet du Symposium a-t-il été pertinent pour votre ISC ?
3. Les connaissances acquises peuvent-elles être mises en œuvre dans votre ISC ?
4. Avez-vous pu bénéficier du Symposium sur le plan technique ?
5. Que pensez-vous de la structure du Symposium, composé de présentations et de débats ?
6. Avez-vous pu bénéficier du partage d'idées et d'expériences ?
7. Que pensez-vous de l'organisation du Symposium ?

73 participants ont rendu le questionnaire avant la fin de l'événement. Les deux graphiques suivants résument le retour formel des participants.

### Évaluation générale



### Valeur moyenne par question



Les participants ont également pu apporter des suggestions et fournir des commentaires sur le Symposium. Les contributions les plus pertinentes ont été les suivantes :

- Retour positif sur l'organisation du Symposium et choix du thème.
- Demande de mesures de suivi / d'information appropriées.
- Permettre aux participants de poser des questions directement après les présentations.
- Fournir plus de temps pour les discussions de groupes / discussions libres.
- Les débats devraient se concentrer sur les thèmes plutôt que sur le texte des conclusions et recommandations.

## Annexe 2 : Exposés et présentations

### Uniquement disponible par voie électronique <sup>5</sup>

1. Heinz Fischer, Président de la République fédérale d'Autriche
2. Josef Moser, Président de la Cour des comptes d'Autriche, Secrétaire général de l'INTOSAI, Autriche
3. Wu Hongbo, Secrétaire général adjoint des Nations Unies pour les affaires économiques et sociales (UNDESA)
4. Enseignements tirés et recommandations à partager par les ISC liées au suivi et à la mise en œuvre des objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) pour les objectifs de développement durable (ODD)
  - Carman L. Lapointe, Secrétaire générale adjointe aux services de contrôle interne des Nations Unies
5. Programme de développement des Nations Unies pour l'après-2015 : le rôle des ISC et les moyens pour mettre en œuvre le développement durable
  - Martin Sajdik, Président du Conseil économique et social (ECOSOC)
6. Intervention de la Présidence de l'INTOSAI
  - Zhang Tong, Inspecteur général adjoint et représentant de la Présidence de l'INTOSAI
7. Attentes des parlements quant à leur coopération avec les ISC
  - Norah Babic, Union interparlementaire (UIP)
8. Attentes des gouvernements dans les ISC
  - Michael Linhart, Secrétaire général du Ministère fédéral autrichien de l'Europe, de l'intégration et des affaires étrangères
9. Nations Unies
  - Margaret Saner, Nations Unies, Comité d'experts de l'administration publique de l'ONU (CEPA)
10. Partenaires de développement : Attentes de la Coopération des bailleurs de fonds dans les ISC
  - Jennifer Thomson, Banque mondiale
11. Partenaires de développement : Attentes vis-à-vis des ISC dans le cadre de la coopération bilatérale
  - Robert Zeiner, Agence autrichienne de développement (AAD)
12. Défis et opportunités pour les ISC quant au renforcement des capacités
  - Einar Gørrissen, Initiative de développement de l'INTOSAI (IDI)
13. Attentes des citoyens vis-à-vis des ISC
  - Amitabh Mukhopadhyay, Inde
14. Indépendance des ISC et développement durable
  - Marisela Márquez-Uribe, Mexique

<sup>5</sup> de manière électronique comme « .pdf » sous :  
<http://www.intosai.org/fr/manifestations/symposiums-onuintosai/chronologie-themes-rapports.html>

15. Capacité requise des ISC à contrôler les objectifs de développement
  - Kimi Makwetu, Afrique du Sud
16. Mandat nécessaire des ISC afin de promouvoir la durabilité fiscale : audit de la performance des activités gouvernementales
  - Aroldo Cedraz de Oliveira, Brésil
17. Mandat nécessaire des ISC afin de promouvoir la durabilité fiscale : audit financier
  - Dr. Harib Saeed Al Amimi, É.A.U.
18. Image véridique et fidèle des budgets des États pour augmenter la reddition des comptes en améliorant la gestion financière
  - Dr. Gerhard Steger, Autriche
19. Participation citoyenne dans l'audit pour le développement durable
  - Heidi L. Mendoza, Philippines
20. Sauvegarder le développement durable en réalisant des audits sur des thèmes non économiques
  - Tomaž Vesel, Slovénie
21. Expériences liées à la participation de l'ISC du Ghana dans l'audit de développement durable national
  - Roberta Kokui Bibiana Quarshie, Ghana
22. Audit convivial au développement : comment le travail des ISC peut-il contribuer à la croissance économique ?
  - Peter Gray, Royaume-Uni

## Annexe 3 : Liste des participants

Président technique :

Afrique du Sud	M. Kimi Makwetu
----------------	-----------------

Conférenciers :

ADA	M. Robert Zeiner
Afrique du Sud	M. Kimi Makwetu
Autriche	Dr. Heinz Fischer Dr. Michael Linhart Dr. Gerhard Steger
Banque mondiale	Mme Jennifer Thomson
Brésil	Ministro Aroldo Cedraz de Oliveira
Chine	M. Zhang Tong
Émirats arabes unis	Dr. Harib Saeed Al Amimi
Ghana	Mme Roberta Kokui Bibiana Quarshie
IDI	M. Einar Gørrissen
INTOSAI	Dr. Josef Moser
Mexique	Mme Marisela Márquez-Uribe
NU CEPA	Mme Margaret Saner
NU ECOSOC	Dr. Martin Sajdik
NU OIOS	Mme Carman L. Lapointe
Philippines	Mme Heidi L. Mendoza
Royaume-Uni	M. Peter Gray
Slovénie	M. Tomaž Vesel
UIP	Mme Norah Babic
UNDESA	M. Wu Hongbo
UNDESA/Inde	M. Amitabh Mukhopadhyay

## Participants :

ADA	Mme Sonja Grabner Dr. Robert Zeiner Mme Gertrude Leibrecht Mme Monika Tortschanoff M. Günter Engelits
Afghanistan (République islamique d')	M. Noor Rahman Izedyar
Afrique du Sud	M. Thembekile Kimi Makwetu M. Cobus Botes M. Jan Van Schalkwyk
Albanie	Dr. Bujar Leskaj Mme Albana Agolli Mme Irena Islami
Algérie	M. Abdelkader Benmarouf
Arabie saoudite	Dr. Osama Jafar Faqeeh M. Rashad Mohammed Amin Kassim
Argentine	Dr. Oscar Lamberto Mme Ana Maria Rampone
Autriche	Dr. Gerhard Steger
Azerbaïdjan	M. Adil Maharramov M. Sanan Aghakishiyev
Bahreïn	M. Hassan Khalifa Al Jalahma M. Hamza Al Zubair
Bangladesh	M. Masud Ahmed M. Zubair Ahmed Khan
Banque mondiale	Mme Jennifer Thomson Mme Bonnie Ann Sirois
Belize	Mme Dorothy Smith-Bradley
Biélorussie	Mr Ivan Romanovich Mr Andrei Shuplyak
Bosnie-Herzégovine	M. Milenko Sego Mme Jasmina Galijasevic
Botswana	M. Kealeboga Molelowatladi
Brésil	M. le Ministre Aroldo Cedraz de Oliveira M. Leonardo Rodrigues Albernaz M. Rafael Lopes Torres
Bulgarie	Mme Yskra Belovksa Mme Snezhina Dimitrova

Burkina Faso	M. Noumoutié Herbert Traore
Cap-Vert	M. Horacio Fernandes
Chili	Mme Patricia Arriagada Villouta
Chine	M. Guanqun Wang M. Xiaoming Shi M. Jun Zhuang M. Xiaoyan Sun M. Tong Zhang
Chypre	M. Tomazos Georgiou
Costa Rica	Mme Marta E. Acosta Zúniga Mme Maritza Masis Sanabria
Cour des comptes européenne	M. Geoffrey Simpson M. Wilfred Aquilina
Croatie	M. Ivan Klešić Mme Lidija Pernar
Émirats arabes unis	Dr. Harib Saeed Al Amimi M. Khalid Hamid Mme Sumaya Abdulla Al Marzooqi
Espagne	Mme Maria Guadalupe Fernandez Espinosa M. Javier Medina Guijarro
États-Unis d'Amérique	M. Bill J. Keller Mme Michelle Sager M. Joseph Christopher Mihm M. James-Christian B. Blockwood
Éthiopie	M. Gemechu Dubiso Godana M. Shasho Mekonnen
Fidji	M. Atunaisa Nadakuitavuki
Géorgie	M. Archil Kikvadze M. Bacha Mgeladze
Ghana	Mme Roberta Kokui Bibiana Quarshie M. Samuel Nii Odartey Lamptey M. Richard Akuamoah Asiedu
GIZ	Dr. Barbara Dutzler
Guatemala	M. Carlos Enrique Mencos Morales
Honduras	Mme Daysi Oseguera de Anchecta
Hongrie	M. János Elek M. Kornél Juhász
IDI	M. Einar Gørrissen Mme Archana P. Shirsat

Îles Cook	M. Allen Parker
Inde	M. K.S. Subramanian
Indonésie	M. Sapto Amal Damandari M. Hendar Ristriawan M. Bernardus Dwita Pradana
INTOSAI, Secrétariat de conférence	Dr. Silke Steiner Mme Renate Vocedalek  M. Herbert Baumgartner Mme Manuela Ernst Mme Sandra Fuchs Mme Elfriede Hammelmüller Mme Elisabeth Kreith Mme Andrea Lövenberger
INTOSAI, Secrétariat général	Dr. Josef Moser Dr. Robert Sattler Mme Monika Gonzalez-Koss
Israël	M. Avichai Levit
Kazakhstan	M. Kozy-Korpesh Janburchin
Lesotho	Mme Lucy L. Liphafa
Lettonie	Mme Laura Graudina Mme Marita Salgrave
Liban	M. Ahmad Hamdan Mme la Juge Paula Haykal
Malaisie	Son Excellence Tan Sri Dato' Setia Haji Ambrin bin Buang M. Roslan Abu Bakar
Malawi	M. Stephenson Kamphasa
Mali	Mme Salimata Konate Diakite
Malte	M. Anthony C. Mifsud
Mexique	Mme Marisela Márquez-Uribe
Monténégro	M. Nikola Kovacevic M. Branislav Radulovic
Namibie	M. Junias Etuna Kandjeke Mme Maretta Eimann
NU CEPA	Ms Margaret Saner
NU DAES/Inde	M. Amitabh Mukhopadhyay
NU ECOSOC	Son Excellence M. Martin Sajdik
NU OIOS / BSCI	SG adjointe Carman L. Lapointe

Oman	Son Excellence M. Nasser bin Hilal bin Nasser al Mawali M. Sultan Hamed Al Bahri
ONU DAES	SG adjoint Wu Hongbo M. Juwang Zhu Mme Elia Armstrong
Pakistan	M. Umar Zafar Sheikh M. Javaid Jahangir
Pays-Bas	M. Arno Visser Mme Andrea Connell
Philippines	Mme Heidi L. Mendoza Mme Paula Jeanne E. Manipol Mme Anna Dominique A. Garcia
Pologne	M. Jacek Jezierski Mme Kamila Żyndul
République de Macédoine	Mme Tanja Tanevska Mme Jadranka Boshkoska Dr. Recai Akyel
République de Moldavie	Mme Natalia Ostafii Mme Tamara Andrusca
République dominicaine	M. Pablo Del Rosario M. Cesáreo Guillermo Veloz
République tchèque	M. Jiri Kalivoda Mme Michaela Rosecká
Roumanie	Mme Doina Ana Draniceanu Mme Verginia Vedinas
Royaume-Uni	M. Peter Gray
Serbie	M. Radoslav Sretenović M. Sinisa Biljman
Slovaquie	M. Igor Šulaj M. Igor Ciho
Slovénie	M. Tomaž Vesel M. Miroslav Kranjc
Soudan	M. El Tahir Abdelghayoum Ibrahim Malik M. Abdallah Haj Mohamed Hamid
Suède	M. Magnus Lindell Mme Johanna Gardmark
Turquie	Dr. Haci Ömer Köse
UIP	Mme Norah Babic